

# Table des matières

<b>Avant-propos</b> .....	7
<b>PREMIERE PARTIE - Le rôle de la Cour de justice et l'architecture juridictionnelle de l'Union européenne</b> .....	9
<b>Chapitre I - Présentation générale</b> .....	11
<b>I - Le rôle de la Cour de justice de l'Union européenne</b> .....	11
<b>II - La création du Tribunal de première instance</b> .....	13
<b>III - La réforme de Nice et la création des chambres juridictionnelles</b> .....	13
<b>IV - Les tribunaux spécialisés et la création du Tribunal de la fonction publique de l'Union européenne</b> .....	14
<b>V - Le traité de Lisbonne</b> .....	17
<b>Chapitre II - L'influence de la jurisprudence sur le développement du droit de l'Union</b> .....	19
<b>I - Un système de droit original et en voie de formation</b> .....	19
<b>II - La critique récurrente du « gouvernement des juges »</b> .....	21
<b>III - Un recours intensif aux principes généraux de droit</b> .....	22
<b>Chapitre III - Les méthodes d'interprétation de la Cour</b> .....	27
<b>I - Le droit interne de l'Union</b> .....	28
<b>II - Accords externes de l'Union</b> .....	31
<b>DEUXIEME PARTIE - Composition et fonctionnement de la Cour de justice de l'Union européenne</b> .....	33
<b>Chapitre I - Composition</b> .....	35
<b>I - La Cour de justice</b> .....	35
<b>1 - Nombre et désignation des membres</b> .....	35
<b>2 - Rôle de l'avocat général</b> .....	36
<b>3 - Conditions requises</b> .....	38
<b>4 - Durée du mandat</b> .....	39
<b>5 - Statut des juges et des avocats généraux</b> .....	40
<b>II - Le Tribunal</b> .....	41
<b>Chapitre II - Fonctionnement</b> .....	43
<b>I - La Cour</b> .....	43
<b>1 - Le président</b> .....	43
<b>2 - Le vice-président</b> .....	43
<b>3 - Les formations de jugement</b> .....	44
§1 - Assemblée plénière .....	44
§2 - Grande chambre .....	45
§3 - Chambres à trois ou à cinq juges .....	45
<b>4 - Le premier avocat général</b> .....	46
<b>5 - Le greffier</b> .....	46

<b>II - Le Tribunal</b> .....	47
<b>TROISIEME PARTIE - Les compétences de la Cour de justice de l'Union européenne</b> .....	51
<b>Chapitre I - Caractère attributif des compétences et monopole de compétence</b> .....	53
<b>I - Extension du contentieux de la légalité</b> .....	54
<b>1 - Légitimation passive du Parlement</b> .....	54
<b>2 - Légitimation active du Parlement</b> .....	54
<b>II - Attribution d'une compétence à la Cour en vertu d'un compromis</b> .....	56
<b>Chapitre II - Le rôle du juge national</b> .....	57
<b>Chapitre III - Les diverses catégories d'attributions (vue d'ensemble)</b> .....	59
<b>I - La Cour</b> .....	61
<b>1 - Fonctions « consultatives »</b> .....	61
§1 - La procédure de consultation au titre des articles 103, 104 et 105 du traité Euratom.....	61
§2 - La procédure de consultation au titre de l'article 218, par. 11, TFUE.....	62
<b>2 - Fonctions juridictionnelles</b> .....	65
§1 - La procédure des questions préjudicielles (article 267 TFUE).....	65
§2 - Les recours contre les manquements des Etats membres (articles 258 et 259 TFUE).....	67
§3 - Le contrôle de légalité des actes ou de la carence des institutions.....	68
§4 - Le contentieux de la réparation ou indemnisation (article 268 TFUE).....	69
§5 - Le contentieux concernant les titres de l'Union de propriété intellectuelle (article 262 TFUE).....	70
<b>II - Le Tribunal</b> .....	71
<b>1 - Avant l'entrée en vigueur du traité de Maastricht</b> .....	71
<b>2 - De l'entrée en vigueur du traité de Maastricht à l'entrée en vigueur du traité de Nice</b> .....	72
<b>3 - Depuis l'entrée en vigueur du traité de Nice</b> .....	72
§1 - Recours directs.....	72
§2 - Renvois préjudiciels.....	72
§3 - Cas des affaires parallèles.....	73
<b>Chapitre IV - Les dispositions dérogatoires en matière de politique étrangère, ainsi que de maintien de l'ordre public et de sauvegarde de la sécurité intérieure</b> .....	75
<b>I - La politique étrangère et de sécurité commune</b> .....	75
<b>1 - Clause de non-affectation mutuelle</b> .....	76
<b>2 - Mesures restrictives</b> .....	80
<b>3 - Dispositions budgétaires</b> .....	83
<b>II - Le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure</b> .....	83

<b>QUATRIEME PARTIE - La procédure devant le juge de l'Union</b> .....	85
<b>Chapitre I - Présentation générale</b> .....	87
<b>Chapitre II - Aide juridictionnelle</b> .....	89
<b>Chapitre III - Régime linguistique</b> .....	91
<b>Chapitre IV - Représentation des parties</b> .....	93
<b>I - Recours directs</b> .....	93
<b>II - Renvois préjudiciels</b> .....	94
<b>Chapitre V - Déroulement de la procédure</b> .....	95
<b>I - Procédure écrite</b> .....	95
<b>1 - Modalités procédurales applicables aux recours directs et, le cas échéant, aux renvois préjudiciels</b> .....	95
§1 - Délai de recours .....	95
§2 - Longueur maximale des mémoires .....	97
§3 - La requête introductive d'instance .....	97
§4 - Régularisation .....	100
§5 - Désignation du juge rapporteur et d'une formation de jugement .....	101
§6 - Exception d'incompétence ou d'irrecevabilité .....	102
§7 - Recours manifestement voué au rejet, non-lieu à statuer, fins de non-recevoir d'ordre public, recours manifestement fondé .....	102
§8 - La procédure accélérée ou par priorité .....	103
§9 - Jonction d'affaires .....	104
§10 - Suspension de la procédure .....	105
§11 - Mémoires en défense, en réplique et en duplique .....	105
§12 - Traitement de renseignements et de pièces confidentiels .....	106
§13 - Preuves et offres de preuve nouvelles .....	107
§14 - Régime de l'intervention (article 40 du statut) .....	108
<b>2 - Modalités procédurales spécifiques aux renvois préjudiciels (autres que les PPU)</b> .....	110
<b>II - Mise en état et instruction</b> .....	111
<b>1 - Le rapport préalable</b> .....	111
<b>2 - Les mesures d'instruction et d'organisation de procédure</b> .....	112
§1 - Les mesures d'organisation de la procédure .....	112
§2 - Les mesures d'instruction .....	113
<b>III - Procédure orale</b> .....	114
<b>1 - L'audience</b> .....	114
<b>2 - Conclusions de l'avocat général</b> .....	115
<b>3 - Réouverture éventuelle de la procédure orale</b> .....	115
<b>IV - Délibéré, dépens et arrêt</b> .....	116
<b>1 - Secret du délibéré</b> .....	116
<b>2 - Rôle du juge rapporteur</b> .....	117
<b>3 - Dépens</b> .....	117

<b>4 - Rôle du lecteur d'arrêts</b> .....	117
<b>5 - Prononcé de l'arrêt</b> .....	118
<b>V - Pourvois</b> .....	118
<b>VI - Publication des arrêts et ordonnances</b> .....	118
<b>Chapitre VI - Force exécutoire des arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne</b> .....	119
<b>CINQUIEME PARTIE - Les voies de recours devant le juge de l'Union européenne</b> .....	121
<b>Chapitre I - Sursis et autres mesures provisoires par voie de référé</b> .....	123
<b>I - Présentation générale</b> .....	123
<b>II - Procédure et compétence</b> .....	125
<b>III - Conditions de fond</b> .....	126
<b>IV - Effet d'une ordonnance de mesures provisoires</b> .....	128
<b>Chapitre II - Le renvoi préjudiciel</b> .....	129
<b>I - Présentation générale</b> .....	129
<b>1 - Fonctions du renvoi préjudiciel</b> .....	129
<b>2 - Caractères généraux de la procédure</b> .....	130
§1 - Absence de formalisme .....	131
§2 - Attitude réservée de la Cour face à la description du cadre juridique national et à l'appréciation des faits .....	132
§3 - Lien de rattachement suffisamment étroit avec le droit de l'Union .....	133
§4 - Obligations du juge de renvoi .....	134
a) Litige pendant .....	135
b) Contexte factuel et réglementaire .....	135
c) Raisons justifiant le renvoi préjudiciel .....	136
d) Cas du litige hypothétique ou arrangé .....	136
<b>II - Juridictions nationales habilitées à renvoyer ou tenues de le faire</b> .....	140
<b>1 - Notion de juridiction</b> .....	140
§1 - Exclusion des juridictions internationales ou d'Etats tiers .....	140
§2 - Notion de droit de l'Union .....	140
§3 - Juridiction arbitrale .....	143
§4 - Remarques finales .....	144
<b>2 - Juridictions tenues au renvoi</b> .....	144
§1 - Détermination des juridictions tenues au renvoi .....	144
§2 - Notion de recours juridictionnel .....	145
§3 - Exceptions à l'obligation de renvoi .....	145
a) La théorie de l'acte clair .....	145
b) Non-pertinence de la question .....	146
c) Existence d'un arrêt antérieur de la Cour portant sur une question identique .....	147
§4 - Interdiction de toute restriction nationale d'ordre procédural à l'obligation de renvoi .....	147
§5 - Sanction de l'obligation de renvoi .....	147
<b>3 - Juridictions pour lesquelles le renvoi est facultatif</b> .....	149

§1 - Limitations résultant des règles procédurales nationales .....	149
§2 - Cas où la question porte sur la validité d'un acte de l'Union .....	153
<b>III - Dispositions susceptibles de questions préjudicielles</b> .....	154
<b>1 - Les traités et les actes des institutions</b> .....	154
§1 - Les actes de caractère individuel .....	155
§2 - Actes à l'égard desquels le particulier n'est pas directement et individuellement concerné .....	157
§3 - Actes se rapportant à des faits antérieurs à l'adhésion de l'Etat membre concerné .....	157
§4 - Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne .....	157
§5 - Les accords internationaux conclus par l'Union .....	159
§6 - Les actes des organes créés par les institutions ou par une convention conclue par l'Union .....	162
<b>2 - Dispositions échappant en principe à la compétence préjudicielle de la Cour</b> .....	162
<b>IV - La compétence de la Cour</b> .....	164
<b>1 - La notion d'interprétation</b> .....	164
<b>2 - La notion d'appréciation de validité</b> .....	167
§1 - Validité au sens de l'article 267 TFUE et légalité au sens de l'article 263 TFUE .....	167
§2 - Limites aux pouvoirs d'examen de la Cour .....	168
<b>V - L'autorité des arrêts préjudiciels</b> .....	169
<b>1 - Les effets de l'arrêt interprétatif</b> .....	169
<b>2 - Les effets de l'arrêt statuant sur la validité</b> .....	170
<b>VI - Effets dans le temps des arrêts préjudiciels</b> .....	172
<b>1 - Les arrêts interprétatifs</b> .....	172
<b>2 - Les arrêts de déclaration d'invalidité</b> .....	174
<b>VII - Procédures particulières ou dérogatoires</b> .....	175
<b>VIII - Conclusion</b> .....	177
<b>Chapitre III - Le recours en manquement</b> .....	179
<b>I - Présentation générale</b> .....	179
<b>1 - Traits généraux</b> .....	179
<b>2 - Rapport avec les autres voies de recours prévues par les traités UE ou FUE</b> .....	180
§1 - Le renvoi préjudiciel en interprétation .....	180
§2 - Procédures dérogatoires prévues par le traité FUE .....	180
a) En matière d'aides d'Etat .....	181
b) En matière de sécurité nationale .....	181
c) En matière d'achèvement du marché intérieur .....	182
d) En matière de concurrence et de gestion de services publics .....	182
e) Dans le domaine de l'Union économique et monétaire .....	183
<b>II - La notion de manquement</b> .....	183
<b>1 - Matière du manquement</b> .....	183
<b>2 - Nature du manquement</b> .....	184

<b>3 - Auteur du manquement</b> .....	185
<b>III - La procédure</b> .....	185
<b>1 - Recours introduit par la Commission</b> .....	186
§1 - La phase précontentieuse .....	186
§2 - La phase contentieuse .....	187
<b>2 - Recours introduit par un Etat membre</b> .....	190
§1 - La phase précontentieuse .....	190
§2 - La phase juridictionnelle .....	190
<b>IV - Les moyens de défense invoqués par les Etats membres</b> .....	191
<b>1 - L'exceptio non adimpleti contractus</b> .....	191
<b>2 - Force majeure, impossibilité absolue d'exécution ou difficultés tenant à l'ordre juridique interne</b> .....	191
<b>3 - Les difficultés d'application apparues au stade de l'exécution</b> .....	193
<b>4 - Elimination du manquement après l'expiration du délai fixé par l'avis motivé</b> .....	194
<b>5 - Défaut d'incidence néfaste sur le marché intérieur ou de dommage pour les autres Etats membres</b> .....	194
<b>6 - L'exécution de l'obligation de l'Union « en pratique équivalente »</b> .....	194
<b>7 - La brièveté du délai d'exécution du droit de l'Union</b> .....	194
<b>8 - La confiance légitime</b> .....	195
<b>9 - L'exception d'illégalité</b> .....	195
<b>V - Portée et exécution de l'arrêt</b> .....	195
<b>1 - Caractère déclaratoire de l'arrêt</b> .....	195
<b>2 - Base à une demande indemnitaire devant le juge national</b> .....	196
<b>3 - Autorité absolue de l'arrêt en ce qui concerne l'interprétation du droit de l'Union</b> .....	196
<b>4 - L'article 260 TFUE : situation en cas d'inexécution de l'arrêt</b> .....	196
§1 - Marge d'appréciation de la Commission dans le contrôle de l'exécution d'un arrêt en manquement .....	197
§2 - Critères d'appréciation en vue de l'infliction de sanctions pécuniaires .....	198
§3 - Amende ou astreinte ? .....	200
§4 - Non-versement des astreintes par un Etat membre .....	201
§5 - Procédure .....	202
§6 - Répartition des compétences entre la Cour et le Tribunal .....	203
<b>Chapitre IV - Le recours en annulation</b> .....	205
<b>I - Les actes susceptibles de recours</b> .....	205
<b>1 - Auteur de l'acte</b> .....	205
§1 - Institutions .....	205
§2 - Organes et organismes .....	206
§3 - Actes de la Banque européenne d'investissement .....	207
§4 - Actes non visés .....	207
<b>2 - Actes destinés à produire des effets juridiques à l'égard des tiers</b> .....	210
§1 - Principes généraux .....	210

§2 - Cas particuliers .....	215
a) Actes confirmatifs .....	215
b) Actes préparatoires .....	216
c) Actes purement internes .....	218
d) Actes inexistants .....	218
<b>II - Personnes ayant qualité pour agir .....</b>	<b>219</b>
<b>1 - Les requérants privilégiés (article 263, al. 2, TFUE) .....</b>	<b>219</b>
<b>2 - La Banque centrale européenne, la Cour des comptes et le Comité des régions (article 263, al. 3, TFUE) .....</b>	<b>219</b>
<b>3 - Les personnes physiques et morales (article 263, al. 4, TFUE) .....</b>	<b>220</b>
§1 - Actes dont le particulier est le destinataire .....	220
§2 - Actes de portée générale .....	220
§3 - Actes concernant directement et individuellement les particuliers .....	222
a) Le critère de l'affectation individuelle .....	222
b) Le critère de l'affectation directe .....	229
c) Critique .....	232
§4 - Actes réglementaires ne comportant pas de mesures d'exécution .....	237
<b>III - Délai et effet de l'introduction du recours .....</b>	<b>242</b>
<b>1 - Délai .....</b>	<b>242</b>
§1 - Caractère d'ordre public du délai .....	242
§2 - Calcul des délais .....	243
a) Généralités .....	243
b) Heure à prendre en compte .....	244
c) Computation des délais et motivation de l'acte attaqué .....	245
d) Publication sur Internet .....	246
e) Transmission de la requête par télécopieur avant l'expiration du délai de recours .....	247
f) Cas fortuit, force majeure et erreur excusable .....	247
§3 - Caractère définitif de l'acte non attaqué .....	249
<b>2 - Effet de l'introduction du recours .....</b>	<b>249</b>
<b>IV - L'intérêt à agir .....</b>	<b>249</b>
<b>1 - Généralités .....</b>	<b>249</b>
<b>2 - L'intérêt doit être personnel .....</b>	<b>251</b>
<b>3 - L'intérêt doit être né et actuel et doit perdurer en cours d'instance .....</b>	<b>253</b>
<b>4 - L'intérêt à agir doit exister par rapport aux conclusions et par rapport aux moyens .....</b>	<b>257</b>
<b>V - Les moyens d'annulation .....</b>	<b>258</b>
<b>1 - Examen des divers moyens .....</b>	<b>258</b>
§1 - L'incompétence .....	258
§2 - Violation des formes substantielles .....	259
§3 - Violation des traités et de toute règle de droit relative à leur application .....	260
§4 - Détournement de pouvoir .....	261
<b>VI - La compétence de pleine juridiction de la Cour en matière de sanctions pécuniaires .....</b>	<b>262</b>

<b>1 - Le pouvoir du Conseil (ou du Parlement conjointement avec le Conseil) d'instituer des sanctions</b> .....	263
<b>2 - La compétence de pleine juridiction</b> .....	263
<b>VII - Recours en annulation contre un acte adopté au titre de l'article 7 TUE</b> .....	265
<b>VIII - L'arrêt d'annulation</b> .....	266
<b>1 - Effet de l'arrêt</b> .....	266
<b>2 - Autorité de l'arrêt</b> .....	267
<b>3 - Exécution de l'arrêt</b> .....	268
<b>Chapitre V - Le recours en carence</b> .....	271
<b>I - Les institutions et organismes dont la carence peut être mise en cause</b> .....	271
<b>II - Actes dont l'omission peut être constitutive de carence</b> .....	272
<b>III - Titulaires du droit de saisine</b> .....	276
<b>IV - La procédure</b> .....	276
<b>1 - La phase administrative préalable</b> .....	276
§1 - L'invitation à agir .....	277
§2 - La prise de position .....	277
a) Les fausses prises de position .....	277
b) Les vraies prises de position .....	278
<b>2 - La phase contentieuse</b> .....	279
§1 - Les requérants .....	279
a) Les requérants privilégiés .....	279
b) Les requérants non privilégiés .....	280
§2 - Délai .....	281
§3 - Les moyens .....	281
§4 - Effets de l'arrêt .....	281
<b>Chapitre VI - Le recours en responsabilité extracontractuelle</b> .....	283
<b>I - L'autonomie du recours en indemnité</b> .....	283
<b>1 - L'autonomie du recours en indemnité par rapport aux autres voies de droit de l'Union</b> .....	283
<b>2 - L'articulation entre le recours en indemnité devant le juge de l'Union et les voies de droit nationales</b> .....	284
<b>II - Les conditions de recevabilité</b> .....	286
<b>1 - La qualité pour agir</b> .....	286
<b>2 - Le défendeur</b> .....	287
<b>3 - Le délai de recours</b> .....	288
<b>III - Les conditions de fond</b> .....	289
<b>1 - L'illégalité</b> .....	290
§1 - La règle de droit enfreinte doit protéger les intérêts des particuliers .....	292
§2 - La violation doit être suffisamment caractérisée .....	293
§3 - Absence de régime de responsabilité sans faute dans l'ordre juridique de l'Union .....	297



§4 - Régime spécifique de la responsabilité extracontractuelle dans le domaine du contentieux de la fonction publique de l'Union européenne.....	299
<b>2 - Le lien de causalité</b> .....	299
<b>3 - Le préjudice indemnisable</b> .....	301
<b>IV - Conclusion</b> .....	302
<b>Chapitre VII - Le contentieux de la fonction publique européenne</b> .....	303
<b>I - La nature du contentieux de la fonction publique européenne</b> .....	304
<b>1 - Contentieux de la légalité assorti d'un contentieux de pleine juridiction</b> .....	304
§1 - Contentieux de la légalité.....	304
a) Incompétence pour prononcer des injonctions et des dires pour droit.....	304
b) Exécution de l'arrêt d'annulation.....	305
§2 - Compétence de pleine juridiction.....	306
<b>2 - Règlement à l'amiable</b> .....	306
<b>3 - Autonomie du contentieux de la fonction publique</b> .....	307
§1 - Recours indemnitaires.....	307
a) Rattachement des prétentions indemnitaires à un contrôle de légalité.....	307
b) Dommage découlant du comportement fautif de l'administration.....	308
c) Conditions de fond.....	308
d) Délais.....	309
e) Recours indemnitaires intentés par des tiers à la relation d'emploi.....	309
§2 - Irrecevabilité des recours au titre de l'article 263 TFUE.....	309
a) Acte de portée générale.....	309
b) Exception d'illégalité.....	310
<b>II - La compétence du Tribunal</b> .....	311
<b>1 - La compétence <i>ratione personarum</i></b> .....	311
§1 - Partie requérante.....	311
a) Fonctionnaires et agents.....	311
b) Personnel des autres entités de l'Union.....	312
c) Comités du personnel et organisations syndicales et professionnelles.....	312
d) Personnel « extérieur ».....	314
§2 - Partie défenderesse.....	315
<b>2 - La compétence <i>ratione materiæ</i></b> .....	316
<b>III - Les conditions de recevabilité des recours</b> .....	316
<b>1 - Acte faisant grief et émanant de l'AIPN</b> .....	316
§1 - Acte faisant grief.....	316
a) Exemples d'actes ne faisant pas grief.....	317
b) Exemples d'actes susceptibles de faire grief.....	320
c) Actes détachables dans le cadre d'une procédure complexe.....	322
d) Bulletins de rémunération.....	322
e) Recevabilité du recours dirigé contre la réponse du rejet de la réclamation.....	324
§2 - Acte émanant de l'AIPN.....	325
<b>2 - L'intérêt à agir</b> .....	325

<b>3 - L'épuisement du recours administratif préalable</b> .....	329
§1 - Demande (article 90, par. 1) .....	329
§2 - Réclamation et requête (articles 90, par. 2, et 91) .....	330
a) Objet de la réclamation .....	330
b) Concordance entre réclamation et recours .....	331
c) Qualification de l'acte .....	334
d) Exceptions à la règle du recours administratif préalable .....	334
<b>4 - Délais</b> .....	335
§1 - Délais d'ordre public .....	335
§2 - Prise de cours .....	336
a) Le délai de réclamation .....	336
b) Le délai de recours .....	337
§3 - Mode de calcul des délais .....	339
§4 - Délai « raisonnable » lorsque la durée du délai n'est pas fixée par une disposition du droit de l'Union .....	339
§5 - Conséquences du caractère d'ordre public des délais et erreur excusable .....	341
§6 - Fait nouveau substantiel .....	342
<b>IV - Les dépens</b> .....	343
<b>V - La portée du contrôle des actes administratifs</b> .....	345
<b>Chapitre VIII - L'exception d'illégalité</b> .....	347
<b>I - Les conditions de recevabilité</b> .....	347
<b>1 - Les conditions relatives à l'acte</b> .....	347
<b>2 - Les conditions relatives aux personnes</b> .....	348
<b>II - Procédures à l'occasion desquelles l'exception peut être invoquée</b> .....	349
<b>1 - Caractère incident de l'exception d'illégalité</b> .....	349
<b>2 - Nature de la procédure principale</b> .....	349
<b>3 - Délai</b> .....	350
<b>III - Les effets de l'admission de l'exception d'illégalité</b> .....	351
<b>Chapitre IX - Le contentieux des contrats conclus par l'Union européenne</b> .....	353
<b>I - Clause compromissoire</b> .....	353
<b>II - Loi applicable</b> .....	354
<b>Chapitre X - Contentieux en matière de titres européens de propriété intellectuelle</b> .....	355
<b>Chapitre XI - Le pourvoi</b> .....	359
<b>I - Décisions du Tribunal susceptibles de pourvoi</b> .....	359
<b>II - Personnes admises à former un pourvoi</b> .....	360
<b>III - Délais et procédure</b> .....	361
<b>IV - Moyens d'annulation</b> .....	362
<b>1 - Appréciations du Tribunal soumises au contrôle de la Cour de justice</b> .....	363

§1 - Constatation des faits .....	365
a) Non-respect des règles en matière de preuve et dénaturation des éléments de preuve .....	366
b) Inexactitude matérielle.....	367
c) Insuffisance ou défaut de motivation .....	367
§2 - Qualification des faits .....	368
§3 - La déduction des conséquences attachées à la règle de droit .....	371
<b>2 - Reproduction des moyens et arguments présentés en première instance .....</b>	<b>371</b>
<b>3 - Moyens nouveaux .....</b>	<b>372</b>
<b>4 - Motifs surabondants du Tribunal, moyens inopérants et substitution des motifs .....</b>	<b>373</b>
<b>V - Conséquences de l'annulation .....</b>	<b>375</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>377</b>
<b>Index alphabétique des matières .....</b>	<b>379</b>
<b>Index chronologique de la jurisprudence .....</b>	<b>383</b>
<b>Liste des abréviations, acronymes et sigles .....</b>	<b>417</b>
<b>Table des matières .....</b>	<b>421</b>

